

12 décembre

Urgence industrie: grèves et mobilisations



La CGT porte comme revendications d'urgences immédiates:

1. **Un moratoire sur les licenciements** pour sauvegarder les emplois, les qualifications et les compétences.
2. **Un plan national de maintien et de relocalisation** des outils et emplois industriels, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central de l'industrie.
3. **La conditionnalité des aides publiques** doit être mise immédiatement au service de l'arrêt de la casse industrielle.

Depuis 7 ans, Emmanuel Macron a augmenté la dette de 1 000 milliards d'euros en multipliant les cadeaux aux plus riches et aux plus grandes entreprises (exonérations de cotisations sociales, aides publiques aux entreprises non conditionnées...).

Ce gouvernement comme les précédents, assèche les recettes de notre sécurité sociale avec comme objectif la financiarisation de la protection sociale et la marchandisation de la santé. Quand l'activité est juteuse, comme les transports ou l'énergie, le privé ne manque pas de s'en emparer.

Le patronat lui, bien aidé en cela par les politiques gouvernementales successives, est pleinement responsable de la flambée des prix pour sécuriser ses marges et ses dividendes. Il a refusé d'investir, d'augmenter les salaires et de baisser les prix.

Il est urgent d'augmenter les salaires sur la base de nos revendications CGT !

De plus, la situation de l'emploi dans de nombreuses filières industrielles est catastrophique.

La CGT exige un plan d'urgence pour l'industrie et nos emplois.

Notre pays fait face à une vague de casse industrielle d'une ampleur rarement égalée.

La situation exige d'autres réponses que celles du gouvernement Barnier qui comme les précédents, insulte le monde du travail, notamment à travers les nombreuses attaques sur l'assurance chômage. Nous devons opposer une résistance de haut niveau en faisant monter absolument le rapport de force dans les entreprises et administrations pour s'opposer au diktat d'un patronat avide de toujours plus de profits.

**Mobilisation et grève dans les entreprises et administrations
à l'appel de la CGT**

Jeudi 12 décembre

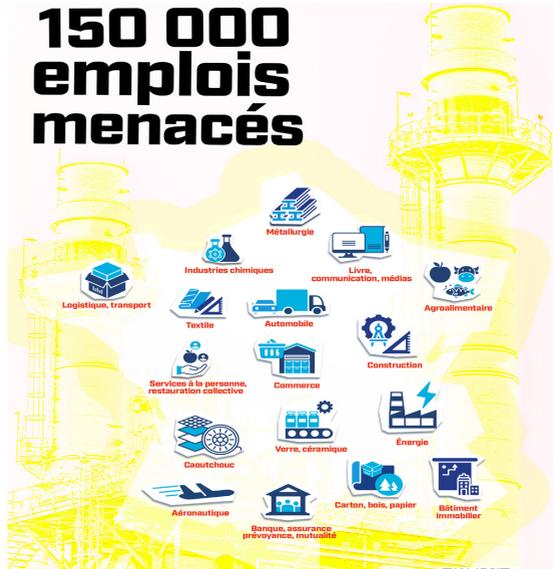
Rassemblement à Lyon à partir de 11h30

devant la Préfecture du Rhône, Square Delestraint, Quai Augagneur

La désindustrialisation produit des ravages :

- **Ravages sociaux** avec la destruction d'emplois directs et indirects ;
- **Ravages territoriaux** avec la désertification impactant tout le tissu économique et les services publics ;
- **Ravages environnementaux** avec l'exportation de nos productions vers des pays aux normes environnementales de faible niveau quand elles ne sont pas inexistantes mais aussi par le fait que ces productions exportées reviennent manufacturées dans notre pays ;
- **Ravages** pour la souveraineté de notre pays qui voit lui échapper de nouveaux pans de ses **capacités productives**.

150 000 emplois menacés



NON!

Les fonctionnaires ne sont pas des feignants ! Elles et ils ont su montrer l'efficacité du service public notamment en cas de crise sanitaire ou de catastrophe climatique! Pour autant depuis 2010, leurs salaires ont déjà baissé de 18% et le gouvernement veut non seulement continuer à geler leurs salaires mais aussi leur imposer 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie.

NON!

Les retraité.es ne sont pas des favorisé.es! Deux millions de personnes vivent le troisième âge sous le seuil de la pauvreté, particulièrement les femmes et les personnes seules. Après une vie de travail, ils et elles ont le droit de profiter d'une période de vie à la retraite bien méritée. Refusons de leur ponctionner 300€ de pension l'année prochaine !

Bulletin de contact

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code Postal : Ville :
 Entreprise :
 Tél. : Courriel :



Bulletin à remettre à un militant ou à renvoyer à :

UD CGT 69 - 215 cours Lafayette 69006 Lyon

Tél. : 04 72 75 53 53 - Fax : 04 72 75 53 59 - Courriel : ud69@cgt.fr



Pour en savoir plus